



Déclaration des Retraités de la région de Saint-Nazaire le 11 Avril 2019

Quand c'est NON, c'est NON !

Nous, retraité(e)s de la région de Saint-Nazaire, rassemblé(e)s le 11 Avril 2019, répondant à l'appel des organisations syndicales CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires, réaffirmons notre **ferme opposition au projet de retraites par points** que veulent nous imposer le gouvernement MACRON-PHILIPPE et le MEDEF.

Nous dénonçons l'enfumage des rencontres avec le haut commissaire à la réforme des retraites, Monsieur DELEVOYE, qui ne visent, à l'image du « grand débat » qu'à donner l'illusion médiatique de prétendues négociations avec les organisations syndicales.

L'objectif commun du gouvernement et du MEDEF est de détruire le système de retraites par répartition financé par les cotisations sociales des salariés et des entreprises, au profit d'un système par points avec la volonté de diminuer les retraites (en passant de 14% du PIB à moins de 12%) et, de fait, de ne plus bénéficier d'un âge de départ.

Cet objectif se situe dans la continuité des casses successives menées contre les retraites en 1993, 2005 et 2014 qui ont conduit à une **baisse de pouvoir d'achat pour les retraités de 30% en 25 ans**.

Sous le vocable d'un système dit « universel », il s'agit en réalité de casser tous les régimes de retraites :

- ✓ le régime général de la Sécurité Sociale et les régimes de retraites complémentaires du secteur privé,
- ✓ le code des pensions civiles et militaires de la Fonction Publique,
- ✓ les régimes spéciaux de plusieurs professions,

tous, conquis par les luttes sociales.

Déjà, l'accord AGIRC/ARRCO, que nous avons refusé de signer, va dans le sens de l'abaissement du niveau des retraites avec :

- ↳ le système de décote/surcote,
- ↳ la sous-revalorisation des pensions 1% de moins que l'inflation pendant 3 ans et la revalorisation au 1^{er} Novembre qui conduisent à un blocage des retraites pendant 4 ans.

Le système de retraite suédois, présenté comme un modèle, est le piège qui est tendu aux salariés et aux retraités. Ce système suédois a conduit, en fonction de la conjoncture économique du pays, à des diminutions des retraites de **3%** en 2010 et de **11%** en 2011.

Le système de retraites par points, inspiration du MEDEF, **refuse de prendre en compte les périodes dites non cotisées** : chômage, maladies et accidents du travail, congés de maternités et parentaux, périodes de formation

Ce système a pour objectif le financement des retraités par l'impôt en substitution aux cotisations sociales payées par les entreprises. Le produit du travail n'aurait donc pour seul but que d'enrichir encore plus les banques et les gros actionnaires.

La revalorisation des retraites ou leur diminution, comme en Suède, seraient en rapport avec la situation économique du pays, car **c'est le gouvernement qui fixerait la valeur du point en fonction de la conjoncture économique.**

NON, c'est NON ! Nous ne voulons pas de ce système universel par points.

Au contraire, **nous revendiquons** :

- ↳ La suppression totale de l'augmentation de la CSG de 1,85% sur les retraites nettes.
- ↳ Le retour aux cotisations sociales, véritable salaire différé donnant des droits.
- ↳ Une pension minimum égale au SMIC.
- ↳ Un âge de départ à la retraite à 60 ans avec 37,5 années d cotisations.
- ↳ Le calcul sur les 10 meilleures années pour le privé et les 6 derniers mois pour la Fonction Publique.
- ↳ L'indexation au 1^{er} Janvier sur l'augmentation moyenne des salaires.
- ↳ Le maintien de la pension de réversion sans condition de ressources.
- ↳ La correction des écarts hommes/femmes.
- ↳ Le rétablissement de la ½ part sur les impôts pour les veuves et les veufs.

Le financement est possible :

- ↳ Remise en place de l'ISF, soit 5 milliards d'euros.
- ↳ Suppression du CICE qui a déjà coûté 100 milliards d'euros.
- ↳ Mettre fin aux exonérations de cotisations sociales des entreprises, soit 20 milliards d'euros.
- ↳ Combattre la fraude fiscale qui représente 80 à 100 milliards d'euros.
- ↳ Taxer les dividendes versés aux banques et aux actionnaires au même taux que les cotisations sociales.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraité(e)s, c'est la solution pour satisfaire les besoins essentiels et c'est créateur d'emplois.

Nous, retraité(e)s, sommes déterminé(e)s à obtenir satisfaction sur nos revendications.

C'est pour cela que nous sommes partisans de la mobilisation générale et commune des actifs, des retraités, des chômeurs et des jeunes pour, tous ensemble, par le blocage du pays, arracher la satisfaction de nos revendications.